l'Opinion

N° 2827 DATÉ DU 13 AOÛT 2024
3 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

Venezuela : les Etats-Unis sont prêts à amnistier Maduro s'il cède le pouvoir

Page 6

THE WALL STREET JOURNAL.

Le goût de l'effort et le travail acharné, principales leçons des JO

Le record de médailles de la délégation tricolore, les louanges dressées par le monde entier pour l'organisation sans failles d'une quinzaine féerique, n'auront pas seulement gonflé à bloc le moral de tout un peuple. Entre la billetterie, les achats et dépenses des touristes étrangers et la consommation de Français ayant retrouvé le goût de l'optimisme, les Jeux olympiques promettent aussi de se traduire par un léger coup de fouet à la croissance : +0,3 point au troisième trimestre selon la Banque de France.

Avant Paris 2024, la magie avait opéré de la même manière et profité dans des proportions similaires à l'économie britannique après Londres 2012. Ça n'est donc pas une surprise. Mais alors que l'Hexagone va devoir retrouver le goût de l'ordinaire avec une rentrée politique à X inconnues et un avenir incertain sur le front de l'économie, ne boudons pas cette cerise sur le gâteau des JO. Mieux, inspirons-nous de ce qui aura été l'ingrédient numéro un de la performance dans les stades : un travail acharné. Aucune médaille ne fut obtenue sans le stakhanovisme des athlètes des années durant. Ces Jeux ont apporté de la joie. Ils furent aussi la quintessence du goût de l'effort.

Ce qui est vrai dans le sport l'est tout autant à l'échelle de la société entière. La France est le pays de l'OCDE où le nombre d'heures travaillées par habitant est l'un des plus faibles. Grâce aux réformes initiées par Emmanuel Macron, l'Hexagone peut espérer rattraper un peu son retard et en tirer les dividendes. Les rayer d'un trait, comme le défend le démagogique programme du Nouveau Front populaire, serait contre-productif, pour ne pas dire suicidaire. Car ce n'est pas en mettant la France sous l'éteignoir, en la cadenassant à grands coups d'impôts, de contraintes et de politiques d'assistanat qu'on libérera les énergies.

Olivier Baccuzat
@obaccuzat

Le Nouveau Front populaire plaide pour une grande mobilisation sociale en septembre. Néanmoins, toutes les organisations de salariés ne sont pas (encore) alignées

Les syndicats décidés à peser sur la rentrée



SIPA PRESS

La trêve olympique est passée. Les leaders syndicaux, dont **Sophie Binet**, secrétaire générale de la CGT, se pencheront sur l'organisation de la rentrée sociale dès la deuxième quinzaine d'août.

Affûtage

Les responsables du Nouveau Front populaire ainsi que leur candidate désignée pour Matignon, Lucie Castets, ont écrit lundi aux députés et aux sénateurs. **Dans ce courrier, ils exposent leurs « cinq grandes priorités »**, promettant, pour construire un budget et un « un programme de travail gouvernemental », des « discussions approfondies avec les groupes parlementaires républicains », les syndicats, les élus locaux la « société civile organisée ».

Sarah Spitz

« IL FAUT QU'ON S'APPELLE ! » Avant de partir en congés d'été, Sophie Binet a prévenu ses homologues des autres syndicats. Que chacun garde son téléphone sous la main. Dès la deuxième quinzaine d'août, les affaires reprennent. La patronne de la CGT ne perd pas des yeux l'organisation de la rentrée sociale. Si les centrales ont largement respecté la trêve olympique, le mois de septembre sera plus agité.

Pour certaines d'entre elles, inaugurer l'automne par une manifestation relève d'une tradition. Mais cette année n'est pas vraiment comme les autres, avec un nouveau Parlement morcelé, un Premier ministre qu'Emmanuel Macron cherche toujours, l'élaboration ardue d'un budget 2025 et d'un projet de loi de financement de la Sécurité sociale auxquels le nouvel exécutif sera confronté.

« On sait qu'après les congés de cet été, passée l'euphorie des Jeux olympiques, la vraie vie va nous rattraper. Il y aura très certainement besoin de mobilisations à la rentrée parce que le contexte social le nécessitera, et le contexte politique aussi d'une certaine manière, avance Boris Plazzi, secrétaire confédéral de la centrale de Montreuil. On proposera une grosse journée de mobilisation à la rentrée. » Les syndicats Solidaires et FSU sont, eux aussi, dans les starting-blocks. Les autres trancheront la question au retour des vacances.

Une rentrée sociale musclée serait un signal fort. Tant à destination d'Emmanuel Macron que de la nouvelle Assemblée nationale. Cela n'a évidemment pas échappé aux partis de gauche, qui n'avaient réussi à s'accorder sur le profil de Lucie Castets que quelques minutes avant que le Président n'annonce une « trêve olympique », le 23 juillet. Après avoir sondé certains patrons de syndicats sur le choix de leur candidate pour Matignon, le Nouveau Front populaire (NFP) continue de les appeler.

Fédérer. « On nous demande si on compte se mobiliser, confirme Marylise Léon, à la tête de la CFDT. Mais j'ai clairement expliqué que s'il doit y avoir une mobilisation, ce sera par exemple sur la réforme des retraites ou sur des points où il y a un enjeu particulier pour les travailleurs et strictement sur ces questions-là, et qu'on attendrait de voir à la rentrée quel serait le contexte. La CFDT n'est pas là pour exécuter ce qu'auront décidé les partis politiques. »

Si la CGT a clairement appelé à voter NFP avant même le premier tour des législatives, d'autres centrales reven-

| | | *Page 2*

Laurent Wauquiez tacle Marine Le Pen sur son patriotisme

Cocorico

LES JEUX OLYMPIQUES à Paris en 2024 ? En 2015, le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon était « contre, bien sûr ». En juillet 2023, la présidente des députés du Rassemblement national, Marine Le Pen, prédisait dans l'hémicycle un « désastre sécuritaire » synonyme de « nouvelle humiliation nationale », quand le porte-parole du RN, Laurent Jacobelli, anticipait encore, quelques jours avant la trêve olympique, des Jeux « sans public ». Des propos que Laurent Wauquiez prend aujourd'hui un malin plaisir à rappeler. Dans un clip signé par la Droite républicaine et diffusé sur son compte Instagram, le chef des députés DR mêle ces critiques à des images de foules en liesse et de triomphes tricolores de ces 19 derniers jours. « Etre patriote, c'est être fier de son pays », assène la vidéo, en guise de morale.

Il est vrai que la droite a soutenu dès le départ la candidature de Paris aux JO de 2024, dont Nicolas Sarkozy s'est fait l'avocat actif dès 2012. Elle oublie toutefois que certains des siens ont parfois figuré parmi les grincheux aujourd'hui pointés du doigt.

En avril dernier, le président des Républicains, Eric Ciotti, dénonçait ainsi l'organisation de la cérémonie d'ouverture sur la Seine, y voyant « un souhait narcissique » d'Emmanuel Macron. « Cette cérémonie, c'est une prise de risque, s'alarmait-il alors. Donc je pose la question : est-ce qu'il faut prendre un risque ? Je ne le crois pas. »

Un an plus tôt, la cheffe de file de la droite parisienne, Rachida Dati, fustigeait aussi l'attitude « irresponsable » de la maire socialiste de la capitale, Anne Hidalgo, parce qu'elle persistait à soutenir l'idée d'un défilé sur la Seine « aux dépens de la sécurité des sportifs, des spectateurs et des Parisiens ». Mais tous deux ont rompu depuis avec LR, Eric Ciotti ayant pactisé avec le RN quand Rachida Dati a décidé de rejoindre le gouvernement. Voilà qui tombe bien pour Laurent Wauquiez.

Christine Ollivier
@Chr_Ollivier

Nos séries d'été 2024



SIPA PRESS

Rail-Politik.
En Asie, les nouveaux chemins d'influence du train
Résonances.
La Cène sur la Seine, le retour du vocabulaire de l'interdit
Histoire des punchlines libérales.
John Stuart Mill et la liberté d'opinion
Mots de France.
Tripatouillages

Pages 7 et 8

Les élus locaux peuvent-ils sauver Emmanuel Macron ?

Depuis les législatives, des maires de gauche et de droite ont changé de regard sur la macronie. De quoi sortir le pays du blocage ? *Page 3*

Banquiers centraux, investisseurs… Tout le monde veut de l'or !

L'été fait chauffer les cours du précieux métal, l'once a battu ses records au cours des dernières semaines *Page 4*

Au Japon, l'alerte au mégaséisme suscite des interrogations

L'action des autorités ajoute au sentiment d'insécurité de la population. Le typhon Maria a déjà atteint le nord-est du pays *Page 5*

M 00118 - 813 - F: 3,00 €

Les syndicats décidés à peser sur la rentrée

| | | *Suite de la page 1*
diquent une ligne plus neutre. « Certains, notamment au PS, souhaiteraient qu'on démarre la rentrée sociale par une grosse mobilisation pour forcer Emmanuel Macron à nommer leur candidate. J'ai dit à Olivier Faure qu'il s'était trompé de numéro de téléphone », confie une haute source syndicale.

Pour fédérer le plus de personnes possibles, il faudra donc soigneusement choisir les mots d'ordre. « Si on ne veut pas se voir reprocher de faire de la politique plutôt que du syndicalisme, il faut impérativement qu'on reste sur notre contenu revendicatif avec les autres syndicats. Il ne faut surtout pas sortir de ce périmètre », analyse Boris Plazzi. « Ce n'est pas nous qui allons dire qui doit être Premier ministre, donc on ne va pas organiser des manifestations pour dire Lucie Castets doit être à Matignon », abonde Benoit Teste, à la tête de la FSU. D'ailleurs, qu'elle soit effectivement nommée ou non, il y aura une action syndicale dans tous les cas. Mais avec quel mot d'ordre ?

Gagnable. La CGT, qui est à la manœuvre, ne part pas d'une feuille blanche. Les numéros uns ont déjà balayé, dès l'issue des législatives, leurs revendications en vue d'éventuelles initiatives pour la rentrée. L'abrogation de la réforme des retraites arrive en haut de la pile.

« Si on arrive à faire abroger la réforme, cela redonnera un souffle d'espoir. On en manque aujourd'hui dans le mouvement social et ouvrier : depuis sept ans, on vit défaite après défaite et une sorte de fatalisme s'installe. Il nous faut absolument une victoire, et celle sur les retraites est gagnable », plaide Julie Ferrua, co-déléguée générale de Solidaires.

Imposée par 49.3 en mars de l'année dernière par l'exécutif, la réforme qui repousse de deux ans l'âge légal de départ à la retraite avait fait défiler plus d'un million de personnes dans les rues en France à plusieurs reprises depuis janvier. Le NFP et le RN ont d'ailleurs mené campagne pour l'abrogation de cette loi restée très impopulaire. Alors que la cheffe de file des députés insoumis, Mathilde Panot, a confirmé fin juillet son intention de déposer une proposition de loi dans ce sens, le RN a annoncé dans la foulée qu'il voterait ce texte.

En complément, l'abandon de la réforme de l'assurance-chômage reste dans le viseur des syndicats : le projet est pour l'instant seulement écarté. Les règles actuelles d'indemnisation ont été prolongées jusqu'à fin octobre dans l'attente de la constitution d'un nouveau gouvernement. La lutte contre l'extrême droite remonte aussi dans les objectifs de certains syndicats. Si les Français ont largement fait barrage lors du scrutin législatif, les centrales ne perdent pas de vue que le parti à la flamme a presque doublé son nombre de sièges à l'Assemblée nationale. Elles affirment que les comportements racistes sur les lieux de travail continuent de leur être remontés.


SIPA PRESS

La colère sociale contre la réforme des retraites (ici à Tarbes, le 6 avril 2023) pourait être ravivée dès la rentrée.

Fonction publique. Mais une première marche syndicale contre l'extrême droite avait été organisée le 15 juin. Tout le monde n'avait pas répondu présent : FO, CFE-CGC et la CFTC avaient passé leur tour. A Paris, le cortège n'avait réuni que 75 000 personnes d'après le ministère de l'Intérieur, sous la barre des 119 000 dénombrés dans la capitale le 23 mars lors d'une manifestation contre la réforme des retraites.

Les exigences syndicales dans les services publics sont un autre domaine de mobilisation possible. Il s'agit d'ailleurs d'un objet du combat militant de Lucie Castets, porte-parole du collectif « Nos services publics » avant d'être projetée sur le devant de la scène politique. Mais le cortège de la dernière manifestation organisée pour revendiquer une augmentation salariale des fonctionnaires à Paris était bien maigre. A l'initiative de la CGT, les différents chefs des fédérations de fonctionnaires des centrales syndicales se réuniront fin août pour préparer la rentrée.

Quels seront les mots d'ordre définitifs de cette mobilisation ? S'agira-t-il de manifestations, ou y aura-t-il aussi des appels à la grève ? L'intersyndicale sera-t-elle unie ? Toutes les réponses à ces questions seront tranchées en interne par chaque syndicat à la rentrée début septembre.

@sarah_spritz

Céline Verzeletti, la reconversion politique d'une cadre cégétiste

LE TEMPS DE LA RÉFLEXION n'a été que de deux, trois heures. Un temps étonnamment court pour voir sa carrière basculer. Quatre jours après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, Paul Vannier, un proche de Jean-Luc Mélenchon, appelle Céline Verzeletti. Accepte-t-elle de devenir candidate pour La France insoumise (LFI) ? C'est oui. La cadre cégétiste quitte du jour au lendemain les couloirs de la centrale de Montreuil pour faire du porte-à-porte dans le XXe arrondissement de Paris.

Un sacré saut dans le vide. Après 23 ans de bons et loyaux services, elle stoppe net ses mandats à la tête de la fédération de la fonction publique et au sein du bureau exécutif de la CGT pour entrer dans une course folle lors d'élections législatives express. « Ce qui m'angoissait, c'était la montée du RN », justifie-t-elle.

Elle appelle Sophie Binet dans la foulée, qui « était un peu surprise », rapporte Céline Verzeletti. La conversation se passe bien. « C'est une décision personnelle qui n'engage pas la CGT », se borne à dire la secrétaire générale. « Ce n'était pas une décision partagée », reformule un haut

Sa proximité avec la formation mélenchoniste était un secret de polichinelle. Son petit surnom : la « Madame LFI » de la CGT

gradé cégétiste… Mais peu s'étonnent vraiment de cette reconversion dans la politique. Sa proximité avec la formation mélenchoniste était un secret de polichinelle. Céline Verzeletti avait un petit surnom : la « Madame LFI » de la CGT. Son appel, à titre personnel, à participer à la marche contre la vie chère organisée par la Nupes en 2022 n'était pas passé inaperçu.

« Modèle communisto-syndical ». « Céline Verzeletti vient des jeunesses communistes, d'un temps où le Parti communiste et la CGT étaient très liés, explique Sylvain Boulouque, historien du syndicalisme et de l'ultragauche. Avec le temps, elle s'est retrouvée orpheline du modèle communisto-syndical, elle n'a plus fait que du syndicalisme. Avec LFI, elle l'a retrouvé : Jean-Luc Mélenchon considère que la question sociale est une question politique. »

Le rapprochement de ces deux domaines de lutte est au cœur de la pensée mélenchoniste. « La France insoumise est un mouvement politico-social dont la vocation est d'unir dans l'action toutes les raisons d'agir », écrivait son leader sur son blog en 2018, appelant à « trouver les passerelles » entre « la sphère politique » et le « monde syndical ».

Ce mélange des genres n'est pas au goût de tout le monde. Au sein de la centrale, « beaucoup se méfient de Mélenchon et de cette idée, qu'au fond, le syndicalisme doit se soumettre aux partis politiques et se placer dans son sillage, décrypte Stéphane Sirot, socio-historien spécialiste du syndicalisme. Il n'est plus question d'ériger le syndicat en bras armé d'une organisation politique ».

C'est ce qui a barré la route à Céline Verzeletti, un temps pressentie pour prendre la tête de la centrale de Montreuil en 2023. Sophie Binet a fini par l'emporter. « Dans la bagarre interne pour le poste de numéro un à la CGT, ils ne voulaient pas quelqu'un de pro-LFI », explique un bon connaisseur du syndicat.

Lâcher la CGT pour faire campagne sous les couleurs insoumises est une chose. Le faire en s'opposant à une historique écartée à la dernière minute du parti en est encore une autre. Au lendemain de la naissance du Nouveau Front populaire, plusieurs profils emblématiques de la LFI sont privés d'investiture. Danielle Simonnet, députée sortante de la circonscription, en fait partie, tout comme Alexis Corbière ou Raquel Garrido.

Purge. La mise à l'écart de Danielle Simonnet au profit de la toute nouvelle recrue cégétiste scandalise une bonne partie de la gauche. Associée, de fait, à cette purge menée par Jean-Luc Mélenchon, Céline Verzeletti se trouve dans l'œil du cyclone. « Je ne comprends pas sa décision. Je pense que ça fragilise la CGT… Le PS et le PC devraient soutenir Danielle Simonnet ! », lâche un haut responsable syndical.

Deux semaines plus tard, quand elle annonce maintenir sa candidature au second tour face à sa rivale, un déferlement de critiques issues du monde syndical s'abat sur elle. « Dans quelle galère t'es-tu embarquée ! », commente Jean-Louis Malys, ancien cadre CFDT, sur le réseau social X. « L'énergie perdue dans cette circonscription "gagnée" alors que l'extrême droite est à la porte du pouvoir, ce n'est pas possible », ajoute Simon Duteil, ex-numéro un de Solidaires.

Les cégétistes ne l'épargnent pas plus. « Elle instrumentalise la CGT, elle engage l'image du syndicat et prend la place d'une députée ancrée ! Il faut rassembler au lieu d'exclure », persifle un cégétiste. Beaucoup désapprouvent publiquement ou signent des lettres ouvertes pour l'encourager à se désister. Valérie Petit Lesage, secrétaire générale de la CGT Ile-de-France, lui écrit sur X : « Faut arrêter là, Céline, tu fais honte à la CGT. L'heure est trop grave pour perdre de l'énergie dans des bagarres politiciennes ».

« Tout s'est passé tellement vite pendant cette campagne que je n'ai pas encore pu discuter avec mes anciens collègues, je sais que

L'ex-syndicaliste dit aujourd'hui ne rien regretter : « La période a été lunaire, je n'arrive pas encore à atterrir »

certains étaient un peu amers… Mais une chose est sûre : dans une organisation syndicale, les frondeurs auraient été écartés bien avant ! », défend Céline Verzeletti, qui accuse sa rivale Danielle Simonnet d'avoir abusé du logo NFP pendant la campagne.

Etre perçue comme complice de cette purge rend difficile une tâche déjà bien compliquée. Pour faire face à une députée fortement implantée sur son terrain, la stratégie consiste à cibler les quartiers populaires et les tours du XXe, où l'on s'abstient davantage que dans le cœur de l'arrondissement. Céline Verzeletti se retrouve à devoir expliquer comment fonctionne l'Assemblée nationale…

Pour soutenir leur candidate en posture difficile, de temps à autre, Mathilde Panot, Sophia Chikirou ou Rima Hassan la rejoignent sur le terrain. C'est peine perdue : au premier tour, Céline Verzeletti n'obtient que la moitié des voix de Danielle Simonnet. En duel au second tour, elle perd avec un quart des suffrages.

L'ex-syndicaliste dit aujourd'hui ne rien regretter. « La période a été lunaire, je n'arrive pas encore à atterrir », confie-t-elle. A 55 ans, sans mandat syndical ou parlementaire, de quoi l'avenir sera fait ? La senior ne veut pas retourner à la CGT. « Je suis encore fonctionnaire à l'administration pénitentiaire, mais ça fait vingt ans que je suis déchargée. Pour m'y remettre, il faudrait que je suive des formations… Et puis je ne veux pas non plus me retrouver dans un service où on me met la misère parce que je suis reconnue CGT et LFI… Je sais que la CGT m'aidera. » Elle compte en parallèle continuer le militantisme politique sur le terrain, dans le XXe, où les bureaux de LFI ne sont jamais très loin.

S.S.


SIPA PRESS

Céline Verzeletti (LFI) a perdu son duel face à Danielle Simonnet dans la 15e circonscription de Paris, au second tour des élections législatives.

« Les confédérations ressortent affaiblies par les législatives »

BERNARD VIVIER, directeur de l'Institut supérieur du travail, dresse un panorama des forces en présence pour la rentrée sociale.

Les JO ont pris fin. Quel est le climat social ?

Il est toujours marqué par l'instabilité politique. Les incertitudes économiques ne seront traitées qu'avec la mise en place du nouveau gouvernement. L'inquiétude sociale se nourrit de ce flou. Pour l'économie, si les chiffres de l'été sont plutôt bons pour l'emploi et la croissance, la question à court terme du bouclage du budget et celle de la dette publique sont toujours là. Il faut s'attendre à ce que les préoccupations liées au pouvoir d'achat, à l'emploi, soient exactement là où on les a laissées en juin, avant les élections.

Les syndicats trouveront-ils là un terreau pour une grande mobilisation ?

Le front syndical uni qui s'est opposé à la réforme des retraites s'est dissipé sur le choix fait, ou pas, de s'engager dans la lutte contre le RN. La CFE-CGC, FO et la CFTC ne se sont mêlées du débat, considérant qu'un syndicat s'occupe des questions professionnelles et n'a pas à se prononcer sur le choix des citoyens. La CFDT et l'Unsa ont mis en avant un devoir de responsabilité et ont appelé à voter contre le parti de Jordan Bardella. La CGT, la FSU, Sud sont allés plus loin, disant non à l'extrême droite, mais aussi oui au NFP et plus spécialement à LFI. Ces positions disparates étirent le tissu syndical, l'affaiblissent.

Les syndicats peuvent-ils trouver des mots d'ordre communs les réconciliant ?

Ils sont aussi affaiblis par leurs difficultés à garder le contact avec la base des salariés. Les organisations se positionnent en politique… mais la réalité du terrain n'est pas la même. Ainsi, un quart des salariés proches de la CGT ont voté pour le RN aux européennes, autant que pour LFI ! Même chose pour la CFDT : 22%. L'ancien front syndical contre la réforme des retraites est abîmé. Les militants ont du mal à gérer la montée des revendications sectorielles et catégorielles, pour ne pas dire corporatistes. Le risque est grand de voir se développer encore les crises sociales en dehors des grandes confédérations. L'offre syndicale se déconnecte de la demande.

Comment cela pèsera-t-il dans le rapport de force avec le gouvernement à la rentrée ?

Les syndicats sont en stand-by. La CGT s'est isolée par son engagement pour LFI-NFP et le sera encore plus si l'hypothèse Castets à Matignon s'éloigne. L'idée d'un nouveau « tour social » (manifestations et grèves pour compenser les déceptions électorales) ne forgera pas d'unité d'action. Dans l'état où sont les syndicats, le prochain locataire de Matignon aura tout intérêt - en évitant les retraites, qui les rassembleraient aussitôt - à afficher quelques thèmes à traiter, en petit nombre, et à donner un rôle aux corps intermédiaires. Les revendications syndicales expriment aussi un besoin de reconnaissance de leur rôle de régulation des tensions sociales.

Quel sujet peut les fédérer ?

Le pouvoir d'achat. Même si on est sur un plateau d'inflation réel, dans le social, c'est le « ressenti » qui compte. Et le ressenti sur la dégradation du pouvoir d'achat est partagé de tous.

Interview Emmanuelle Ducros
@emma_ducros

A l'issue des législatives, des députés macronistes s'en sont ouverts au chef de l'Etat : des maires de gauche et de droite ont changé de regard à leur endroit. De quoi sortir le pays de l'ornière ?

Les élus locaux peuvent-ils sauver Emmanuel Macron du blocage politique ?

Régions de France

Emmanuel Macron continue de réfléchir au **Premier ministre qu'il pourrait nommer** sans que celui-ci ne soit renversé. Une fenêtre de nomination s'ouvre entre la fin des Jeux olympiques, le 12 août, et le début des Paralympiques, le 28 août.

Matthieu Deprieck

LES MACRONISTES ont beaucoup perdu dans la dissolution de l'Assemblée nationale, mais ils ont aussi gagné quelques nouveaux alliés. Cet appoint, précieux alors que le camp présidentiel se rabougrit, est passé sous les radars. Il s'est pourtant manifesté aux quatre coins de la France, dans les mairies, les conseils départementaux et régionaux.

Les trois semaines de la campagne des législatives ont vu des élus locaux de droite et de gauche soutenir les candidats du bloc central, et pas uniquement dans le cadre d'un front républicain monté contre l'extrême droite. Dans le Nord, par exemple, la députée Brigitte Liso a pu compter sur l'appui de quatre maires de sa circonscription, des « maires pour faire », comme ils se présentaient dans *La Voix du Nord*. Ils auraient pu tout autant s'abstenir, Brigitte Liso faisant face au RN et au Nouveau Front populaire représenté par une socialiste.

Dans les Côtes-d'Armor, le député Renaissance Eric Bothorel a reçu, lui, le soutien du président de la région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard. Membre du PS jusqu'en 2022, le successeur de Jean-Yves Le Drian a préféré le macroniste au candidat de l'union de la gauche. Dans le Gers, le député Jean-René Cazeneuve a reçu l'aide d'une cinquantaine d'élus locaux, dont une majorité de maires, avant même le premier tour des législatives. Une autre technique pour repousser les frontières de la macronie a consisté à choisir comme suppléant le ou la maire d'une ville de la circonscription.

Peur du RN. Pris un par un, ces mouvements politiques paraissent insignifiants. Ils ont pourtant été relevés à l'Elysée. Plusieurs députés reçus par Emmanuel Macron pour une série de déjeuners avant les Jeux olympiques ont partagé avec le chef de l'Etat ce qu'ils estiment être un changement d'attitude des élus locaux. L'entourage présidentiel confirme ces nombreux retours de parlementaires qui encouragent le sommet de l'Etat à tendre la main à ces édiles volontaires pour sortir le pays du blocage politique.

Ce changement de regard ne relève pas d'une soudaine épiphanie. Il est une conséquence de la situation politique actuelle. « Les maires ont eu peur de voir la vague Rassemblement national monter dans leur commune. La crainte également d'une victoire du Nouveau Front populaire et de La France insoumise a pu les inciter à se tourner vers le seul pôle de stabilité, à savoir nous », admet, lucide, un conseiller de l'exécutif.

Cela ne changera pas d'un claquement de doigts les relations difficiles entre Emmanuel Macron et les associations d'élus locaux, toujours promptes à dénoncer les réductions de dotations publiques. Le premier quinquennat a d'ailleurs été marqué par de sérieux coups de froid à ce sujet. Les contrats de Cahors, signés en 2017 pour encadrer les dépenses des collectivités locales, étaient très mal passés. « Mais aujourd'hui, après sept ans, les dotations sont tenues malgré la suppression de la taxe d'habitation, jure l'Elysée. Et beaucoup

> *« Les maires peuvent être de bons alliés dans ce moment de vertige et de bascule »*

de plans territoriaux (Action cœur de ville, Territoires d'industrie, Maisons France services) ont été déployés. »

Cela ne convainc pas pour autant les soutiens d'Emmanuel Macron de passer par les associations d'élus. Ils recommandent plutôt de contourner ces acteurs installés en s'adressant à la base des élus locaux. Pour qu'un tel plan fonctionne, il va falloir s'inscrire dans la durée. Le Grand débat national et la gestion de la crise du Covid ont provoqué chez Emmanuel Macron des élans d'amour vite retombés.

Coalitions locales. Un tel investissement ne sera pas superflu. « Les maires peuvent être de bons alliés dans ce moment de vertige et de bascule », reconnaît le conseiller de l'exécutif cité précédemment. Le conseil municipal est le lieu des coalitions entre modérés de droite et de gauche. Emmanuel Macron cherche à reproduire cela à l'échelle nationale. Son portrait-robot de Premier ministre coche quelques cases des CV des grands élus locaux : s'éloigner des logiques partisanes et de l'Assemblée nationale, être respecté de la droite et de la gauche, avoir prouvé une compétence de chef d'équipe.

Parmi les têtes d'Emmanuel Macron à la recherche d'un Premier ministre figure un élu local, Patrice Vergriete, maire de Dunkerque de 2014 à 2023 et qui ambitionne de le redevenir sitôt son bail au gouvernement terminé. Celui-ci a-t-il partagé au Président une réflexion que seuls les maires peuvent avoir en tête ? La prochaine dissolution de l'Assemblée nationale ne pourra pas être prononcée avant juin 2025. Tous les partis se préparent à cette éventualité. Pourtant, la campagne pour les élections municipales de mars 2026 se lancera au début de l'été 2025. Les maires sortants verraient d'un très mauvais œil que des législatives anticipées viennent perturber leur réélection. « Un maire déteste qu'on vote pour du national », confirme l'un d'entre eux. Par ailleurs, le code électoral prohibe toute promotion du bilan du maire par la collectivité dans les six mois avant le scrutin. Une dissolution viendrait parasiter ce moment des bilans de fin de mandat, décisifs pour les élus en quête d'une réélection.

Evidemment, Emmanuel Macron peut décider d'une dissolution contre l'avis de tous - il l'a prouvé -, mais il se mettrait à dos les maires de France. Et le chef de l'Etat a déjà suffisamment d'adversaires.

@mdeprieck X



SIPA PRESS

Emmanuel Macron au Congrès des maires, le 18 novembre 2021.

Infrapolitique Le pays au présent

La chronique de Raphaël LLorca



Dans *Le pays du passé* (Gallimard, 2021) le romancier bulgare Guéorgui Gospodinov imagine qu'un certain Gaustine, psychiatre, parvient à mettre au point une nouvelle thérapie de réminiscence pour ses patients atteints de la maladie d'Alzheimer : il crée la première clinique à produire du passé. L'idée est la suivante : pour déclencher leur mémoire, il suffit de plonger les malades dans des espaces correspondant au temps de leur jeunesse, de façon à « créer un espace synchronisé avec leur temporalité intérieure ». C'est ainsi que tel étage de la clinique, par exemple, correspondra à l'année 1965 - en le peuplant d'odeurs, de sons et de choses des années 1960.

« Pour ceux que la mémoire a abandonnés, explique le narrateur, ce n'est pas le passé, mais le présent qui est un pays étranger ; le passé est leur patrie. » Dès lors, Gaustine érige pour ses patients ce qu'il appelle des « abri-temps », des sortes d'abris anti-bombes du passé qui produisent du « temps protégé ». La clinique connaît un vif succès qui s'étend bien au-delà des individus atteints d'Alzheimer, puisqu'elle se met rapidement à accueillir « des gens qui ne se sentaient pas chez eux dans le présent ».

Le roman prend une tournure plus politique lorsque Gaustine est à la manœuvre pour étendre sa solution à des nations entières. « Face à un avenir impossible », justifie-t-il, « nous devons choisir entre deux choses : vivre ensemble dans un même passé, ou nous dissoudre et nous massacrer mutuellement. » C'est ainsi que, pour « mettre fin aux forces centrifuges incoercibles », actant qu'elle n'était de toute façon plus le centre du monde, l'Union Européenne décide d'organiser, dans chacun des pays membres, un « référendum sur le passé ». Chaque peuple est appelé à voter pour l'époque dans laquelle il voudra vivre - l'espoir étant, dans un second temps, de parvenir à harmoniser les époques à l'échelle européenne. Espoir déçu, puisque loin de parvenir à sécréter du passé en commun, les sociétés européennes explosent sous une nouvelle forme de polarisation, la polarisation temporelle, voyant tout un chacun vivre dans le passé qu'il s'est lui-même choisi.

« En seulement quinze jours de Jeux olympiques, nous avons assisté à une véritable avalanche de moments forts partagés par plusieurs millions de Français, créant une mémoire collective vibrante d'émotions positives »

Jamais vu. La fable politique est très parlante, et semblait, jusqu'à il y a peu, parfaitement coller à la France - ce pays dans lequel près de trois quarts des habitants considéraient il y a peu que « c'était mieux avant » (73%) et qui disaient « s'inspirer de plus en plus des valeurs du passé » dans leur vie (71%), pour reprendre les données du dernier baromètre Fractures françaises (Ipsos/Sopra Steria, septembre 2023). Si je dis « jusqu'à il y a peu », c'est que j'ai le sentiment qu'il s'est passé quelque chose d'important pendant ces Jeux olympiques de Paris 2024 : le pays s'est mis à vivre au présent.

D'abord, presque littéralement : pendant la quinzaine olympique, le présent s'est vécu en temps réel, devant la télévision. D'après des données Médiamétrie citées par *Libération*, en moyenne chaque Français a regardé... dix-neuf heures de contenus JO, les chaînes de France Télévisions parvenant à toucher pas moins de 58 millions de Français, soit la quasi-totalité des plus de quatre ans. Du jamais vu dans l'histoire de la télévision française.

A l'heure de l'éclatement des contenus, voilà que nous nous sommes mis à regarder la même chose, au même moment - et c'est une donnée importante. Dans son livre consacré à *L'imaginaire national* (La Découverte, 2006), l'historien Benedict Anderson concluait que c'était l'idée d'un temps vécu en simultanéité, de façon collective et partagée, qui créait les conditions mêmes d'un sentiment national. Vingt-quatre millions de téléspectateurs (et 83,3% de part d'audience) ont regardé en direct la cérémonie d'ouverture, quinze millions ont assisté à la quatrième médaille d'or de Léon Marchand, treize millions au sacre de l'équipe française de judo menée par Teddy Riner. Pour comparaison, le débat d'entre-deux-tours lors de l'élection présidentielle de 2022 avait réuni 15,6 millions de téléspectateurs. En seulement quinze jours, nous avons assisté à une véritable avalanche de moments forts partagés par plusieurs millions de Français, créant une mémoire collective vibrante d'émotions positives, avec de la joie, de la fierté, de la passion. Dans ces moments, le passé est comme relégué, car comme l'écrit Gospodinov : « Plus il y a de mémoire, moins il y a de passé. »

Ensuite, tout se passe comme si le présent s'était libéré de l'emprise de son passé. Ces dernières années, le récit dominant, celui qui cadrait l'agenda médiatique et autour duquel se nouaient les débats politiques, a été celui du déclin. Déclin d'une nation jadis grande et magnifique, condamnée à ne proposer qu'une version dégradée de ce que furent ses élites, ses services publics, sa culture. Dans cette configuration narrative, le passé est une sorte de trappe de laquelle il est mentalement très difficile de sortir.

« La cérémonie d'ouverture a cherché à faire la démonstration qu'on pouvait parfaitement assumer notre héritage sans le fétichiser, puiser dans notre histoire sans s'y enfermer »

« Mouvement ». C'est précisément ce qu'est parvenue à faire la cérémonie d'ouverture : loin de nous enfermer dans les « abritemps » chers à Gospodinov, elle a cherché à faire la démonstration qu'on pouvait parfaitement conjuguer notre passé au présent, assumer notre héritage sans le fétichiser, puiser dans notre histoire sans s'y enfermer. C'est en ce sens qu'il faut comprendre les paroles de l'historien Patrick Boucheron, qui a activement collaboré à la conception de cette cérémonie : « C'est cela le grand récit, notre vrai roman national. C'est la mise en mouvement d'une histoire qui va vers son projet plutôt que de réciter, en ânonnant, le récit de ses origines » a-t-il expliqué dans *Le Grand Continent*.

La question reste bien sûr de savoir : pour combien de temps ? Pour y répondre, sans doute faut-il rompre avec la métaphore de Jeux olympiques souvent décrits comme une « parenthèse » - comme toute métaphore, elle cadre notre interprétation, ici dans la direction d'un moment suspendu, un hors temps qui, par construction, ne peut pas perdurer.

Pour être comprise à sa juste mesure, je crois que la quinzaine olympique ne doit pas être pensée à partir de considérations spatiales, un espace-temps enchanté qu'il s'agirait de prolonger, mais plutôt sur le plan imaginal (un temps-imaginaire). C'est une nouvelle façon de se considérer, de se regarder, de s'éprouver et, n'ayons pas peur des mièvreries, de s'aimer au présent, que la société française a expérimenté ces quinze derniers jours- renouvelant ainsi, sur le plan des imaginaires, les bases du fameux « plébiscite de tous les jours » dont parlait Ernest Renan en son temps. Gageons que cela constitue l'un des plus formidables legs de Paris 2024.

@Raphael_llorca

Raphaël LLorca, communicant, essayiste, est co-directeur de l'Observatoire « Marques, imaginaires de consommation et Politique » à la Fondation Jean-Jaurès. Il est notamment l'auteur de *Le roman national des marques - le nouvel imaginaire français* (Editions de l'Aube, 2023).

L'été fait chauffer les cours du précieux métal : l'once a battu ses records ces dernières semaines

Banquiers, investisseurs... Tout le monde veut de l'or !

Relique barbare

Le minier sud-africain Gold Fields a annoncé ce lundi **le rachat d'Osisko Mining pour 1,6 milliard de dollars**. Un prix qui offre une belle prime (55%) par rapport à la moyenne des vingt derniers jours de cotation du canadien à la Bourse de Toronto.

Muriel Motte

LA DEUXIÈME OFFENSIVE devrait être la bonne. En 2022, le géant de Johannesburg Gold Fields échouait dans sa tentative de mettre un pied dans le secteur minier canadien. Sa cible d'alors, Yamana Gold, était finalement tombée dans l'escarcelle d'un rival. Cette fois, Gold Fields et Osisko Mining, la plus importante société aurifère du Québec, ont annoncé en duo le rachat du second par le premier pour un montant de 1,6 milliard de dollars américains. Un deal payé en cash, ce qui a été un argument assez décisif, a reconnu Mike Fraser, le PDG de Gold Fields. Ce dernier est déjà propriétaire de mines aux Chili et au Pérou. Avec cette nouvelle acquisition, il complète son réseau sur le continent américain. Surtout, l'opération va permettre au groupe fondé par Cecil John Rhodes en 1887 de prendre le contrôle total de Windfall, l'un des plus vastes projets au monde de production de métal jaune - il devrait débuter en 2026 -,qu'il développe actuellement avec Osisko.

La torpeur estivale n'a pas calmé la fièvre de l'or. L'attrait permanent qu'exerce la « relique barbare » (dixit Keynes) justifie les grandes manœuvres capitalistiques. « L'or s'est remarquablement bien comporté en 2024, avec une hausse de 12% en glissement annuel, plus que la plupart des grandes classes d'actifs, notait le Conseil mondial de l'or (World Gold Council) dans son bilan du premier semestre. Jusqu'à présent, l'or a bénéficié des achats continus des banques centrales, des flux d'investissement asiatiques, de la demande résiliente des consommateurs et d'un roulement constant d'incertitudes géopolitiques. »

Banques centrales. De fait, les tensions internationales lui ont toujours été favorables, or elles ne se calment pas. En octobre dernier, peu après les crimes perpétrés par le Hamas en Israël, l'once a franchi à la hausse la barre des 2 000 dollars (dépassée pour la première fois en août 2020). Cette poussée a encouragé des experts à parier sur des prix nettement plus élevés pour les mois à venir. Mike McGlone, par exemple, stratège principal de Bloomberg pour les matières premières, pronostiquait que l'once pourrait atteindre 3 000 dollars en 2024. Ce n'est pas encore le cas, même si le précieux métal a enchaîné les records depuis le début de l'année. En mai, il a dépassé 2 400 dollars l'once, un niveau inédit. Depuis, il semble installé sur le toit du monde, à 2 443 dollars ce lundi.

Au sommet

Cours de l'once d'or, en dollars

2 520 / 2 430 / 2 340 / 2 250 / 2 160 / 2 070 / 1 980 / 1 890 / 1 800

12 août 2023 — 12 août 2024

SOURCE : INVESTING.COM

Parmi les autres facteurs de soutien figurent les achats des banques centrales. Toujours selon le World Gold Council, elles ont ajouté un record de 483 tonnes d'or dans leurs caves au premier semestre, dépassant le précédent de 460 tonnes au premier semestre 2023. Qui suivait lui-même une année faste... « On a le sentiment que les banques centrales veulent réduire leur dépendance au dollar et aux monnaies de réserve en diversifiant leurs avoirs », commente un observateur. Acteur majeur sur le marché, la Chine a interrompu ses achats en mai et juin après 18 mois d'accumulation. Mais elle a tout de même ajouté près de 30 tonnes au cours du premier semestre de l'année. « La Turquie, l'Inde, ainsi que la Pologne (qui veut détenir à terme 20% de ses réserves en or) ont été des acheteurs particulièrement actifs ces derniers mois », souligne John Plassard, l'économiste de la banque Mirabaud.

« Catalyseur ». Les investisseurs surfent aussi sur la vague de hausse. Au début de la décennie, les ETF (fonds indiciels cotés) sont devenus le deuxième détenteur d'or derrière la Banque centrale américaine. Quelle conjoncture est-elle favorable au métal jaune ?

« Lorsque les taux d'intérêt réels sont faibles ou négatifs, les détenteurs de liquidités et d'obligations peuvent préférer acheter de l'or en tant que réserve de valeur »

Globalement, quand l'inflation accélère ou que les taux baissent car « lorsque les taux d'intérêt réels sont faibles ou négatifs, les détenteurs de liquidités et d'obligations perdent de la richesse en termes réels et peuvent donc préférer acheter de l'or en tant que réserve de valeur », souligne John Plassard. Dans les pays occidentaux, un cycle de baisse de taux directeur s'ouvre, après un épisode d'inflation, ce qui peut être le prétexte à une nouvelle vague d'achat d'or.

« Nous pensons que le catalyseur pourrait provenir de la baisse des taux sur les marchés développés, confirmait le Conseil mondial de l'or le mois dernier. Ainsi que du soutien des investisseurs mondiaux cherchant à couvrir les risques croissants dans un marché boursier complaisant et des tensions géopolitiques persistantes. » Régulièrement décrié, - « Ne laissez pas l'or plomber vos rendements », recommandait le financier Ken Fisher il y a juste un an -, le précieux métal a toujours des arguments en sa faveur.

@murielmotte



SIPA PRESS

« **L'or** s'est remarquablement bien comporté en 2024 », selon le Conseil mondial de l'or.

Discussions. La société Esker intéresse le fonds Bridgepoint

UN BOND de 10% en Bourse à la veille du week-end, près de 4% supplémentaires ce lund : Esker est très entouré.

La société qui se présente comme le leader mondial des solutions d'automatisation des cycles de gestion a confirmé être en discussion avec le fonds d'investissement britannique Bridgepoint concernant une offre éventuelle sur l'ETI lyonnaise.

Le spécialiste des logiciels de dématérialisation « évalue régulièrement ses options, incluant la recherche de nouveaux actionnaires stratégiques », indique la direction d'Esker. Qui précise qu'il « n'y a aucune certitude que ces discussions aboutiront à un accord ou à une transaction, ni quant aux conditions et au calendrier de celle-ci ». L'autre option sur laquelle insiste aussi la société, c'est « la poursuite de son parcours remarquable en tant qu'entreprise cotée en Bourse ».

Introduite au « Nouveau marché » en 1997, l'action s'échange aujourd'hui à 228 euros. Elle a bondi de 1300% au cours des dix dernières années.

Mi-juillet, Esker a fait état d'un chiffre d'affaires en croissance de 14% à 51,5 millions d'euros au deuxième trimestre, ainsi que des prises de commandes en forte hausse, à la faveur d'une accélération du déploiement de la facturation électronique.

L'action des autorités nippones ajoute au sentiment d'insécurité alors que le pays souffre d'une vague de chaleur et que le typhon Maria a atteint le nord-est de l'archipel

Au Japon, l'alerte au mégaséisme suscite des interrogations au sein de la population

Précaution

Un typhon se déplaçant lentement a déversé, lundi, des pluies intenses sur le nord du Japon. Il a touché terre dans la préfecture d'Iwate et traversait, à la mi-journée, la région du nord-est de l'archipel en direction du nord-ouest à une vitesse de 15 km/h avec des rafales à plus de 120 km/h. **Les autorités ont conseillé à 170 000 habitants d'Iwate et des préfectures voisines de se réfugier dans des abris.** Les autorités d'Iwate ont indiqué qu'environ 2000 personnes avaient suivi ces conseils lundi matin.

Claude Leblanc

EN ÉMETTANT, JEUDI, une alerte au risque de mégaséisme, l'Agence nationale de météorologie a créé, sinon une psychose, du moins un climat d'inquiétude chez de nombreux Japonais qui devaient profiter de cette période, correspondant à la fête des morts, pour prendre quelques jours de congé. Beaucoup d'entre eux ont préféré annuler leurs réservations dans les hôtels et les stations thermales situés dans les régions côtières du centre et de l'ouest de l'archipel pour ne pas être victimes de la violente secousse possible évoquée par les autorités. Bien que l'Agence se soit contentée d'expliquer que « la probabilité d'un tremblement de terre majeur a augmenté par rapport aux conditions normales », cette première alerte lancée depuis la mise en place de ce système à deux niveaux, en 2019, a créé la crainte que le « Big One », régulièrement évoqué dans les médias, soit sur le point de se produire.

Prévisions. Or, s'il est un domaine dans lequel il est difficile d'avoir des prévisions fiables, c'est bien la sismologie. En effet, rares sont les exemples d'un tremblement de terre plus puissant après une secousse déjà très forte. Entre 1904 et 2014, des séismes d'une magnitude supérieure à 8 sur l'échelle de Richter ne se sont produits que six fois après une première secousse d'une magnitude de 7 sur les 1437 cas recensés dans le monde. Certes, le plus récent de ces exemples s'est déroulé au Japon : le 9 mars 2011, un premier tremblement de terre de 7,3 avait été enregistré dans le nord-est de l'archipel avant d'être suivi deux jours plus tard par un mégaséisme de magnitude 9 qui avait eu pour conséquence de provoquer un tsunami meurtrier et destructeur sans précédent. Celui-ci ayant également favorisé l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.

Protocole. Avec cet événement - qui hante encore des millions de Japonais -, il est évidemment assez facile de créer une peur collective en lançant une alerte de ce type même si de nombreuses personnes, comme Aki, rappellent que « le Japon étant un pays soumis aux séismes en permanence, il n'y a pas de raisons d'être plus inquiet que cela ». En effet, la population s'est habituée à vivre avec les répliques parfois puissantes succédant à une secousse de très forte magnitude, comme celle du 1er janvier qui a frappé la péninsule de Noto, au nord de Kyoto.

Mais l'activité sismique le long de la fosse de Nankai visée par l'alerte du 8 août est scrutée avec une attention particulière, parce que les régions concernées sont les plus peuplées et les plus importantes du pays en termes économiques. Le protocole est activé lorsqu'un tremblement de terre de magnitude 6,8 ou plus frappe le long ou à proximité de cette fosse. En l'occurrence, c'est un séisme de magnitude 7,1, enregistré au large des côtes de Miyazaki, sur l'île de Kyushu, qui a motivé son déclenchement.



SIPA PRESS

Les Japonais sont habitués à vivre avec les répliques succédant à **une secousse** de forte magnitude, comme celle du 1er janvier qui a frappé la péninsule de Noto, au nord de Kyoto.

La fosse marque l'endroit où la plaque philippine glisse sous la plaque eurasienne. Dans cette région se trouve une énorme zone de faille appelée méga-croûte de Nankai, où se produisent des tremblements de terre de magnitude 8 ou plus tous les 100 à 150 ans. Le tremblement de terre le plus récent s'est produit en 1946 et était d'une magnitude d'environ 8,1. Plus que l'alerte elle-même, les Japonais regrettent qu'elle soit intervenue au moment où bon nombre d'entre eux allaient partir en congés. Par ailleurs, elle participe à un climat de peur que les autorités semblent vouloir entretenir notamment à travers le système J-Alert, créé en 2007 pour diffuser rapidement des informations sur les catastrophes naturelles ou les attaques contre le Japon, mais qui a, jusqu'à présent, été surtout utilisé lors des essais de missiles nord-coréens, créant la plupart du temps la confusion.

Ressort. En se posant comme garant de la sécurité des Japonais, le gouvernement veut rassurer. Dans la réalité, lors des derniers séismes d'envergure - en 1995, à Kobe, en 2011 dans le nord-est du pays et en janvier dans la péninsule de Noto -, sa réponse a été lente et très critiquée. Le philosophe anglais Thomas Hobbes a soutenu qu'en identifiant une menace, dont il faut se méfier, le pouvoir se donne les moyens de créer autour de lui une unité.

Des années 1950 et jusqu'à l'éclatement de la bulle financière à la fin des années 1980, le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir depuis 1955 avait réussi à réunir derrière lui les Japonais sur la base de la confiance en l'avenir. Depuis le début des années 1990, fragilisé, le PLD, qui a perdu le pouvoir entre 1993 et 1996 et entre 2009 et 2012, n'a trouvé comme ressort que l'entretien d'un sentiment de peur pour gagner le soutien d'une population vieillissante et craintive. C'est comme cela que l'alerte au risque de mégaséisme a été interprétée par de nombreux Japonais.

@Japonline X

Ciblant les territoires ruraux, le FDP veut faciliter le stationnement en centre-ville et freiner le développement de pistes cyclables

Les libéraux allemands poursuivent leur offensive pro-voiture en vue des régionales

Contre-courant

Les libéraux sont annoncés en perdition pour les scrutins organisés en septembre dans trois Länder de l'est de l'Allemagne. Pour renverser la table, le FDP a dévoilé lundi des mesures favorables aux automobilistes, un sujet important dans ces territoires ruraux. **Le parti prône une à deux heures de stationnement gratuit ou un forfait national de parking à 49 euros par mois.**

Luc André (à Berlin)

LES LIBÉRAUX ALLEMANDS se profilent plus que jamais comme le parti de la voiture. Les partenaires de gouvernement d'Olaf Scholz, aux commandes du ministère fédéral des Transports, ont bataillé à Bruxelles et à Berlin en faveur des carburants synthétiques, peu efficace en termes énergétiques, pour trouver une issue de secours au moteur thermique, interdit pour les véhicules neufs à l'horizon 2035 dans l'UE.

Changement radical. Sur le plan national, le FDP est également en pointe pour défendre la rénovation et la construction de nouveaux tronçons d'autoroute. Le patron de ses députés au Bundestag, Christian Dürr, rêve même d'axes à dix voies pour absorber un trafic automobile qui ne cesse de croître dans un pays carrefour au cœur du continent. Ce lundi, la formation a décliné de nouvelles facettes de sa politique pro-automobile.

Il s'agit de faire « revenir » les voitures dans les centres-villes. Le FDP promeut un changement radical d'approche pour le stationnement. A rebours d'une politique qui vise à donner plus de place aux piétons et aux cyclistes, les libéraux se prononcent pour une gratuité du stationnement pour une à deux heures. En guise d'alternative, ils peuvent s'imaginer un forfait mensuel national de 49 euros, calqué sur le pass transport valable dans tous les transports en commun locaux et les trains régionaux depuis 2023. Pour consolider la place de l'automobile en ville, le parti de Christian Lindner veut freiner la transformation de rues en pistes cyclables et zones piétonnes. Elle ne doit intervenir qu'au terme de procédures impliquant les riverains et les commerçants.

L'objectif est clairement de ravir des voix à l'extrême droite (AfD), annoncée de 25 % à 30 % selon les Länder

Avec ces propositions iconoclastes le FDP cherche à renverser la table à trois semaines de scrutins régionaux dans l'est de l'Allemagne qui s'annoncent très délicats pour lui. Dans le Brandebourg, les libéraux sont donnés à 2%. En Saxe et Thuringe le parti est désormais en dessous du seuil de mesure des instituts de sondage. L'objectif est clairement de ravir des voix à l'extrême droite (AfD), annoncée de 25% à 30% selon les Länder, qui joue aussi la carte de la voiture dans ces territoires très ruraux et en partie mal desservis par les transports en commun.

Pied de nez. A moyen terme, les libéraux se placent pour les législatives de 2025 avec ce pied de nez en direction de leur partenaire de gouvernement écologiste. « Nous ne voulons pas de politique de mobilité idéologique. Nous voulons la rendre possible comme les gens le veulent sur le terrain », a justifié lundi le secrétaire général du FDP Bijan Djir-Sarai lors d'une conférence de presse. « La mort des centres-villes est un problème que nous dénonçons depuis plusieurs années et il faut entreprendre quelque chose », a abondé Zyon Braun, tête de liste du parti dans le Brandebourg.

Il y a toutefois plusieurs hic. Les mesures chocs sur le stationnement ne sont en aucune manière une compétence fédérale ou régionale. Elles relèvent exclusivement des communes. De plus, le toilettage récent d'un décret mené par le ministre fédéral des Transports Volker Wissing (FDP) va dans le sens complètement opposé : il donne plus de marges de manœuvre aux municipalités pour créer des pistes cyclables ou des voies de bus, réserver le stationnement aux résidents ou réduire la vitesse à 30 km/h.

Les libéraux versent même dans le symbolique pour prouver leur amour de la voiture. Ils appellent de leurs vœux un rétablissement du Grand prix d'Allemagne de Formule 1 qui n'a plus eu lieu depuis 2019, faute d'investisseur.

Identités *Géopolitique des Jeux olympiques*

La chronique de Hakim El Karoui



Le classement des médailles des Jeux qui viennent de s'achever est frappant : il reproduit la hiérarchie mondiale des puissances avec néanmoins quelques incohérences riches de sens. A tout seigneur tout honneur : les Etats-Unis et la Chine sont restés pendant toute la compétition au coude à coude, les Etats-Unis prenant l'avantage à la photo-finish grâce à leur victoire dans l'ultime épreuve, la finale femme du basket. Les Chinois ayant été depuis longtemps accusés de dopage systématique ont retourné l'accusation contre les athlètes américains. La guerre d'influence entre les deux superpuissances a battu son plein à Paris, comme prévu et l'égalité quasi parfaite au classement des médailles était spectaculaire.

C'était attendu. Le plus frappant, c'est l'absence de l'Inde, première puissance démographique mondiale, qui finit à la 71e place du classement des médailles avec aucune en or, une seule d'argent et cinq petites en bronze. Elle pratique ses propres sports (cricket et hockey sur gazon notamment), hérités de la colonisation britannique, mais dont l'aura et l'influence sont limitées au Commonwealth. Elle se passionne aussi pour le kabaddi, un sport indien traditionnel qui mêle le rugby et la lutte et qui a aujourd'hui une ligue professionnelle puissante.

Performance. Qu'en conclure ? Probablement que l'Inde n'est pas entièrement insérée au système de valeurs et de représentation international et qu'elle est encore tournée sur elle-même. A la différence de la Chine qui a imposé sa domination dans les sports qu'elle pratique depuis très longtemps (tennis de table) mais qui a su aussi produire des champions dans des disciplines où elle était absente au siècle dernier (la natation par exemple). Pourquoi cette présence de la Chine ? Parce que les dirigeants chinois ont décidé qu'il fallait qu'elle triomphe dans les sports des Occidentaux pour améliorer son soft power international. L'Inde n'en est pas (encore) là.

« Pas de glorieuse incertitude du sport : les pauvres perdent, les riches dominent… s'ils ont une population nombreuse »

Le sport est, il est vrai, une industrie comme les autres : il faut de l'argent pour réussir, un bon marketing, des produits performants et des capacités d'innovations technologique et tactique. La meilleure preuve de cette réalité, c'est l'absence des pays pauvres mais aussi de ceux à revenus intermédiaires : très peu de pays africains, très peu de pays sud-américains. Et quand des champions de ces pays gagnent des médailles, ils s'entraînent très souvent aux Etats-Unis ou en Europe. Pas de glorieuse incertitude du sport donc : les pauvres perdent, les riches dominent… s'ils ont une population nombreuse. Le Luxembourg, le Qatar et même l'Arabie saoudite sont repartis bredouille de Paris, malgré leurs revenus par tête les plus élevés du monde pour les premiers et le sport business devenu une stratégie pour les Saoudiens.

Quant à la France, elle a réussi une belle performance sportive probablement moins exceptionnelle que sa performance créative et logistique : l'athlétisme a été très décevant et beaucoup de médailles d'or ont été ratées de peu. L'organisation par contre, le choix de faire des Jeux au cœur de la ville historique et la magnifique cérémonie d'ouverture resteront dans les mémoires. Michel Houellebecq affirmait il y a quelques années que le destin français était de devenir un gigantesque parc d'attractions… Quand c'est bien réalisé, ce n'est pas déshonorant, au contraire !

@helkaroui X

Venezuela : les Etats-Unis sont prêts à amnistier Nicolas Maduro s'il cède le pouvoir



Des partisans de la dirigeante de l'opposition María Corina Machado, le 30 juillet à Caracas.

SIPA PRESS

ALORS QU'IL SEMBLE de plus en plus certain que Nicolas Maduro, le président vénézuélien, a perdu les élections le mois dernier, les Etats-Unis tentent de le pousser à quitter le pouvoir en échange d'une amnistie, selon des sources proches du dossier.

Washington envisage d'abandonner les poursuites judiciaires qui planent sur l'homme fort de Caracas et ses principaux acolytes, selon trois sources concordantes. L'une d'elles affirme que les Etats-Unis jouent « le tout pour le tout » pour persuader Nicolas Maduro de démissionner avant le terme de son mandat, en janvier prochain. Selon une autre source, le pays pourrait garantir en échange l'absence de toute demande d'extradition. En 2020, les Etats-Unis avaient promis une récompense de 15 millions de dollars pour des informations pouvant mener à l'arrestation de Nicolas Maduro, qui aurait conspiré pour inonder le marché américain de cocaïne.

Au Venezuela, ces négociations constituent une lueur d'espoir pour une opposition politique qui a soigneusement décompté les votes montrant qu'Edmundo Gonzalez, son candidat, un ancien diplomate peu connu du grand public, a très largement battu Nicolas Maduro le 28 juillet dernier. Au cours des quinze derniers jours, Nicolas Maduro a jeté des milliers de dissidents en prison, s'est assuré de la loyauté de l'armée et a chargé la Cour suprême du pays, composée de partisans triés sur le volet, de résoudre l'impasse électorale, ce qui lui fait gagner du temps.

Seule une action internationale pourrait le chasser du pouvoir, lui qui, en plus de onze ans de règne autoritaire, a vu l'économie imploser, le pays mis au ban des nations et près de 8 millions d'habitants fuir le Venezuela, soit plus qu'en Syrie et en Ukraine. Il a accordé un refuge aux gangs transnationaux, selon les autorités américaines et colombiennes, et a permis à la Chine, à la Russie et à d'autres rivaux des Etats-Unis de prendre pied en Occident. Son emprise totale sur le pouvoir joue nettement contre l'administration Biden. L'année dernière, au cours de négociations secrètes à Doha (Qatar), les Etats-Unis lui ont proposé une amnistie, mais il a refusé de démissionner, selon des sources proches du dossier. Une personne proche du régime a déclaré que sa position n'avait pas changé - pour le moment. Nicolas Maduro s'est déclaré prêt à la discussion

L'administration Biden « mène une politique de la carotte plutôt que du bâton »

à condition que Washington lui témoigne du respect. Il lui arrive aussi de dire aux Etats-Unis de s'occuper de leurs affaires. « Ne venez pas vous mêler de ce qui ne regarde que le Venezuela, c'est tout ce que je demande », a-t-il affirmé vendredi dernier lors d'une conférence de presse.

Les trois pays les plus peuplés d'Amérique latine, le Brésil, la Colombie et le Mexique, tentent d'aider à sortir de l'impasse. Les autorités américaines souhaitent que ces Etats, dirigés par des personnalités de gauche favorables à Maduro, durcissent le ton et ne se contentent pas de le pousser à prouver sa victoire. Il reste cinq mois aux Etats-Unis pour trouver un accord avant l'investiture du président vénézuélien, mais cela dépend en grande partie des résultats de la présidentielle de novembre. En effet, une victoire de Donald Trump pourrait faire achopper les négociations, si l'ex-président reprenait la ligne dure qu'il avait adoptée à l'égard de Maduro en 2019, en alourdissant les sanctions pétrolières et en soutenant un gouvernement vénézuélien fantôme pour renverser le régime. Mais quel que soit le futur locataire de la Maison-Blanche, Nicolas Maduro reste méfiant, selon des connaisseurs du sentiment général à Caracas. Cette défiance s'applique aussi à l'administration Biden, même si celle-ci a levé la plupart des sanctions économiques dans l'espoir d'encourager des élections libres et équitables au mois de juillet.

Jusqu'à présent, les négociations se sont tenues virtuellement entre Jorge Rodriguez, président de l'Assemblée nationale vénézuélienne et confident de Nicolas Maduro, et Daniel P. Erikson, qui dirige la politique à l'égard du Venezuela au sein du Conseil de sécurité nationale (NSC) de la Maison Blanche. Les autorités américaines ont assuré qu'elles ne forceraient pas les compagnies pétrolières occidentales à quitter le pays. Une porte-parole du NSC n'a pas souhaité s'exprimer sur les tractations diplomatiques avec Caracas, mais a déclaré que les Etats-Unis soutenaient les efforts internationaux visant à exiger la transparence sur le décompte des suffrages, et que les mesures qu'ils prendraient dépendaient de leurs intérêts. « Nous étudions plusieurs possibilités pour pousser M. Maduro à reconnaître les résultats des élections et nous continuerons à le faire, mais c'est à M. Maduro et aux autorités électorales vénézuéliennes de faire toute la lumière sur ces résultats », a-t-elle conclu.

L'administration Biden « mène une politique de la carotte, en proposant d'annuler les poursuites en échange de pourparlers sur la transition, plutôt que du bâton, à savoir les sanctions », commente Geoff Ramsey, spécialiste du Venezuela à l'Atlantic Council, un groupe de réflexion américain. Et d'ajouter que les républicains pourraient utiliser cette affaire contre les démocrates en vue des élections, ce qui, en cas d'échec des négociations, pourrait nuire gravement à ces derniers. La tentative américaine d'offrir à Maduro une possibilité de sauver la face fait écho à la stratégie de l'opposition, qui privilégie des négociations avec des garanties pour les dirigeants en place et une transition vers un gouvernement Gonzalez. Washington n'aurait pas agi sans l'opposition vénézuélienne qui, pendant des mois, s'est préparée à recenser et à publier le décompte des votes, qui a montré la victoire d'Edmundo Gonzalez par près de 38 points, avec 7,3 millions de voix contre 3,3 millions pour Maduro.

L'opposition s'est dite persuadée que Nicolas Maduro, qui avait déjà empêché la plus populaire de ses opposantes, María Corina Machado, de se présenter, ne tiendrait pas compte du résultat. Elle a décidé que sa plus grande chance de garder une trace de sa victoire était de se procurer le reçu en papier émis par chaque machine de vote au Venezuela, un document appelé "acta", qui ressemble à un ticket de caisse. La loi vénézuélienne dispose que ces actas doivent être accessibles au grand public. L'opposition a donc formé des dizaines de milliers d'observateurs, affectés dans les bureaux de vote, à récupérer ces actas. Un organisateur membre de l'opposition a expliqué : « J'ai dit à nos observateurs : "Ils vont peut-être essayer de vous tuer, mais ne quittez pas le bureau de vote avant d'avoir eu les actas." »

A la fin des votes, les scrutateurs se sont rendu compte que, bureau après bureau, Edmundo Gonzalez était vainqueur, y compris dans le quartier de Caracas dit du 23 janvier, bastion du mouvement de gauche radicale qui dirige le pays depuis un quart de siècle. « On n'y croyait pas », s'est exclamé l'un d'eux. Un autre scrutateur, dans la même ville, s'est dit étonné de voir Nicolas Maduro battu dans des quartiers naguère « hyper-chavistes », du nom du prédécesseur et mentor du président, Hugo Chavez. Les soldats, qui exécutent en temps normal les ordres du régime, n'ont rien fait pour stopper l'opposition - une mini-révolte contre Nicolas Maduro dans un pays où il contrôle toutes les institutions, y compris le Conseil électoral national. « [Les soldats] étaient heureux, sourit le scrutateur du quartier du 23 janvier. C'était très surprenant. »

Les observateurs ont envoyé les résultats électroniquement à l'opposition en utilisant un QR code présent sur les actas. Ils ont aussi gardé les copies papier, et en ont publié un grand nombre sur les réseaux sociaux. Dans certains bureaux de vote, les partisans du régime et l'armée ont réussi à expulser les observateurs de l'opposition et à saisir les actas. Mais cela n'a pas suffi à enrayer le déferlement de preuves. Le régime est resté muet longtemps après la clôture du vote alors même que le système de vote électronique du pays est conçu pour annoncer les résultats en quelques minutes. Il a fallu attendre minuit pour que le président du conseil électoral, Elvis Amoroso, autre proche de Maduro, annonce la victoire du président, sans en donner de preuves. A ce moment-là, l'opposition avait réuni près de 83 % des actas, et le décompte montrait qu'Edmundo Gonzalez était largement en tête dans tous les Etats du pays et dans presque 300 des 330 circonscriptions.

Jenny Lincoln, qui a dirigé le suivi des élections mené par l'ONG Carter Center, a affirmé qu'Elvis Amoroso n'avait pas présenté de résultats par bureau de vote, comme la loi l'exige - et il ne l'a toujours pas fait. Sans donner la moindre preuve, le régime a déclaré qu'un hacker de Macédoine du Nord s'était introduit dans

« Maduro s'est révélé à la fois impopulaire et illégitime. Et que fait-il pour y remédier ? »

le système, ce qui avait empêché la publication des actas. « Cette histoire de piratage, c'est du n'importe quoi », a-t-elle commenté. Elvis Amoroso n'a pas expliqué comment il avait calculé la victoire de Nicolas Maduro, et n'a jamais montré aux autres membres du Conseil électoral les actas sur lesquels reposent les résultats, déplore Enrique Marquez, ancien candidat à la présidentielle qui disposait d'un représentant au siège du Conseil le soir de l'élection.

Les résultats recueillis par l'opposition concordent avec les sondages indépendants réalisés avant le suffrage et ceux de sortie des urnes. L'opposition a numérisé les actas et les a publiés sur un site web accessible à tous les Vénézuéliens. « Nous avons pu montrer au monde la vérité, et ce qui s'était passé au Venezuela », a déclaré Maria Corina Machado au *Wall Street Journal*. Depuis le palais présidentiel, Nicolas Maduro, 61 ans, a qualifié la stratégie de l'opposition de coup d'Etat et a lancé sa contre-attaque, en promettant une enquête sur María Corina Machado et Edmundo González. Il a déclaré qu'à la fin de la semaine dernière, plus de 2 400 dissidents et manifestants avaient été arrêtés.Les troupes de la Garde nationale et les motards des colectivos, la milice du régime, s'en sont pris aux manifestants. Des militants contre le gouvernement ont dû fuir en Colombie, et des centaines de Vénézuéliens qui s'étaient publiquement déclarés contre Nicolas Maduro ont vu leur passeport annulé. L'ONG de défense des droits de la personne Provea parle de 24 morts. « Il n'y aura pas de pardon », a martelé Nicolas Maduro. Et d'ajouter que deux prisons seraient construites pour accueillir les nouveaux prisonniers politiques, dont de nombreux condamnés aux travaux forcés.

Pour Eric Farnsworth, ancien diplomate américain et analyste pour le groupe stratégique Council of the Americas, les résultats des élections ont été un choc pour Nicolas Maduro. Il ajoute que le président s'est dit prêt à faire du Venezuela une dictature encore plus dure, à l'instar du Nicaragua de Daniel Ortega, où les assassinats politiques sont monnaie courante et où aucune contestation n'est tolérée. « Il s'est révélé à la fois impopulaire et illégitime, commente-t-il. Et que fait-il pour y remédier ? Il accentue la répression. D'un point de vue pratique, cela le rend encore plus dangereux. Il est désormais très risqué d'être dans l'opposition. »

Le régime a annoncé le lancement d'une « opération porte-à-porte », qui désigne la possibilité qu'à toute heure, quelqu'un vienne frapper à la porte des maisons et arrêter les habitants. Une affaire récente a fait le tour d'Internet : des agents en uniforme se sont présentés sans mandat au domicile d'un jeune homme. La preuve de ses méfaits ? Une vidéo de lui à une manifestation. « Incitation à la haine », a affirmé un agent à la famille, en montrant la vidéo sur son téléphone. La famille a demandé à voir un mandat, mais l'agent a rétorqué : « Si vous voulez aggraver son cas, nous allons l'aggraver », avant d'emmener le jeune homme. La famille a mis en ligne une vidéo de l'incident.

Nicolas Maduro tente d'éloigner la population de X et de WhatsApp, en imposant un blocage de dix jours du réseau social d'Elon Musk et en exhortant les Vénézuéliens à désinstaller WhatsApp pour supprimer la circulation d'informations sur l'élection et la répression. María Corina Machado affirme que si l'opposition arrive à maintenir les gens dans la rue, la situation pourra changer. Mais ceux qui s'élèvent contre Nicolas Maduro s'exposent à des représailles, avertit Juan Barreto, ancien maire de Caracas autrefois très proche du régime. En appelant le régime à publier les actas, il s'est attiré les foudres de ses anciens camarades, qui, pour certains, réclament son arrestation. « Nous sommes dans une situation qui exige du calme et des nerfs d'acier », a-t-il commenté.

Juan Forero, Patricia Garip & Kejal Vyas

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Timothée Gaven)

Edited from the original

Rail-Politik

En Asie, les nouveaux chemins d'influence du train

EPISODE 5/6

Avec le changement climatique, le train redevient un objet d'intérêt après avoir été en partie négligé au profit de l'automobile et l'avion. **L'occasion de s'interroger sur ce que le rail dit de notre monde et des changements qui s'y opèrent.**

Claude Leblanc

« LE CORRIDOR deviendra la base du commerce mondial pour les centaines d'années à venir et l'histoire se souviendra que ce corridor a été initié sur le sol indien ». Narendra Modi n'a pas de mots assez forts pour exprimer sa satisfaction à l'égard du Corridor Inde-Moyen-Orient-Europe après la signature par l'Inde, les Etats-Unis, les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Union européenne d'un protocole d'accord. Une fois mis en place, il encouragera et stimulera le développement économique en améliorant la connectivité et l'intégration économique entre l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe. L'enthousiasme du Premier ministre indien s'explique parce que le projet se pose comme un concurrent direct de l'Initiative une ceinture, une route (Belt Road Initiative, BRI) lancée en 2013 par Xi Jinping. Bien que le chemin de fer ne soit pas l'unique mode de transport envisagé, il occupe une place centrale et montre à quel point ce que l'ancien ministre russe, Serge Witte, père du Transsibérien, présentait comme « un vecteur de pénétration pacifique » est devenu un outil d'influence de première importance.



SIPA PRESS

Le **TGV** reliant Vientiane, au Laos, à Kunming, en Chine.

Unité nationale. Invention venue d'Europe, le train a longtemps été le moyen avec lequel les Occidentaux ont cherché à asseoir leur emprise sur les territoires colonisés ou obtenus par le biais de traités dits inégaux. Ce fut notamment le cas à la toute fin du XIXᵉ siècle et au début du siècle suivant en Chine où Français, Allemands, Russes, Américains et Japonais ont fait du chemin de fer leur arme de pénétration massive sur le territoire chinois. Le Parti communiste, au pouvoir depuis 1949, qui a entrepris de laver l'affront vécu par la Chine impériale, a redonné au rail, ces dernières années, cette raison d'être aussi bien au plan intérieur qu'extérieur. Le développement du réseau ferré, y compris dans des zones jusque-là inaccessibles comme le Tibet, a permis de raffermir l'unité du pays et renforcer le rôle de l'ethnie Han (chinois de souche) à l'intérieur des frontières. La mise en place, depuis 2007, des lignes à grande vitesse, qui quadrillent désormais la quasi-totalité du pays a ajouté la dernière touche à ce besoin d'assurer une cohésion nationale et territoriale.

Mais les trains n'ont pas vocation à s'arrêter aux limites frontalières d'un pays. Ils peuvent aussi contribuer à diffuser bien au-delà la culture, l'influence et les produits chinois. Xi Jinping a repris à son compte ce que Max Weber avait déclaré au début du siècle dernier : « Le rail est l'instrument le plus révolutionnaire de l'histoire au niveau économique et pas seulement à celui des transports », pour imaginer de créer les nouvelles Routes de la soie. Le fait qu'il ait choisi le Kazakhstan, au cœur de l'Asie centrale, pour proposer sa BRI, n'est évidemment pas un hasard parce qu'il pouvait s'appuyer sur un réseau ferré déjà existant qu'il suffisait de renforcer et de mieux gérer pour permettre à des convois de transporter « la Chine » vers l'ouest, inversant ce que fut le cours de l'histoire en termes de chemins de fer.

« Game changers ». D'ailleurs, l'image du train a largement été utilisée par les autorités chinoises pour leur communication concernant les nouvelles routes de la soie qui, rappelons-le, ne concernent pas seulement les chemins de fer. Toutefois, ces derniers, en raison des investissements colossaux qu'ils nécessitent pour leur construction et du fait qu'ils pénètrent au cœur des pays, bénéficient d'un intérêt particulier parce qu'ils sont considérés comme des « game changers ».

La construction de la ligne à grande vitesse avec le Laos, inaugurée fin 2021, illustre assez bien cette approche. Non seulement la Chine offre à son voisin un moyen de se désenclaver et de favoriser sa croissance (la Banque mondiale a estimé que son revenu global pourrait augmenter de 21% à long terme), mais elle lui permet aussi de diffuser ses standards dans un secteur en plein essor. « Les normes sont un fondement important du développement socio-économique national et un élément central du développement industriel. Nous devrions créer un système de normes plus complet, non seulement pour les trains à grande vitesse, mais aussi pour d'autres infrastructures fondamentales telles que les voies ferrées, les infrastructures de communication, les signaux et la technologie d'inspection », estime Zhao Hongwei, chercheuse à l'Académie chinoise des sciences ferroviaires. Par ailleurs, la mise en service, le 19 juillet, de la liaison ferroviaire entre Bangkok et Vientiane, la capitale du Laos, montre que les voies ferrées sont faites pour s'étendre et permettre à la Chine d'accroître son influence.

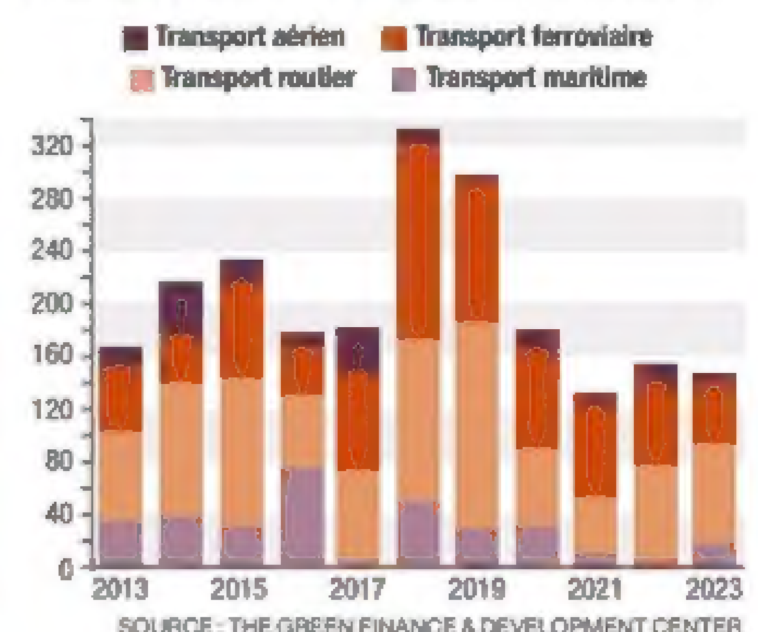
Centre de gravité. A quelques centaines de kilomètres de là, en Malaisie, Pékin participe à la construction de l'East Coast Rail Link, dont 60% sont déjà achevés, qui pourra à terme être connecté au réseau thaïlandais et à Singapour, permettant à la Chine de rayonner au cœur de l'Asie du Sud-Est, c'est-à-dire le futur centre de gravité de l'économie mondiale. Ce ne sont pas les seules routes que vise Pékin. L'Asie du Sud, arrière-cour de l'Inde, est également concernée avec notamment le projet de chemin de fer transhimalayen entre Kerung, au Tibet, et Katmandou dont la construction des 150 km de voies a été entérinée par le gouvernement népalais le 11 juillet.

Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi l'Inde a intégré le rail dans sa diplomatie. Ses récentes initiatives dans ce domaine avec le Bhoutan et le Bangladesh en sont l'illustration, tout comme les déclarations grandiloquentes de Narendra Modi concernant le Corridor Inde-Moyen-Orient-Europe qui comprend quelque 2 000 km de voies ferrées.

@Japonline X

Le rail au service des ambitions chinoises

Evolution des investissements dans les transports dans le cadre de l'Initiative une ceinture, une route (en milliards de dollars)



Plus court

La construction du chemin de fer Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan devrait commencer le 25 août de cette année, selon une annonce faite par le Premier ministre kirghize, Okilbek Japarov. « Ce chemin de fer représente l'itinéraire le plus court entre Shanghai et Paris et devrait transporter 15 millions de tonnes de marchandises par an. Nous avons achevé les études de faisabilité et le projet devrait être autosuffisant d'ici quinze à vingt ans », a-t-il déclaré quelques jours après la signature de l'accord intergouvernemental trilatéral, début juin, à Pékin.

Résonances

La Cène sur la Seine, le retour du vocabulaire de l'interdit

EPISODE 17/23

Le journaliste François Bazin, auteur de livres politiques à succès, et l'historien Jean Lebrun, ancien producteur sur France Inter de « La marche de l'histoire », décryptent **la politique française post-dissolution à l'aune de précédents historiques**.

Jean Lebrun

On ne sait pas toujours que la Toile catholique s'inscrit politiquement à la droite du Père. Depuis le début des Jeux, elle retentit de protestations contre un moment du spectacle de Thomas Jolly : *La Cène* selon Leonard de Vinci y aurait été odieusement détournée par des drag queens.

Le cardinal Bustillo, évêque d'Ajaccio, a déclaré comprendre que « certains chrétiens ont pu se sentir offensés ». Ceci posé, il a tenté de camper sur une position centriste : gardons ensemble le sens du respect et celui de l'humour. Il s'est ainsi distingué de nombre de ses confrères de la Conférence épiscopale et surtout des contributeurs des réseaux sociaux qui se disent catholiques.

La France a été la première à abolir, dès 1791, le délit de blasphème mais, surgie du fond des âges, la question est revenue dans les années 1980. En 1988, Khomeini avait prononcé sa triste fatwa contre Rushdie. Auparavant en France, en 1984-1985, les autorités catholiques avaient fulminé contre l'affiche du film *Ave Maria* (une Vierge clouée nue sur une croix) puis contre *Je vous salue Marie* de Godard. Les cardinaux de l'époque - Decourtray, Lustiger - avaient condamné les films sans les voir. Avant de prétendre interdire le tango, Pie X avait pourtant demandé qu'on lui fît une démonstration sur le plancher du Vatican !

Sainte colère. Aujourd'hui, les influenceurs mènent la danse. L'un d'eux mérite l'attention. Missionné par son ordre, les dominicains, pour « créer des contenus », il s'appelle Paul-Adrien d'Hardemare. Habituellement, il prend plaisir, comme certains prédicateurs musulmans, à traiter de questions de casuistique, du genre : « Que faire quand votre fils vous annonce qu'il est homo et qu'en plus il vous demande de dormir chez vous avec son compagnon ? » Rarement, il s'est aventuré en politique, expliquant juste que la lutte contre l'avortement et l'euthanasie était centrale pour lui. Cette fois la parade d'ouverture des Jeux l'a soudain saisi d'une sainte colère.

Frère Paul-Adrien reprend le même vocabulaire et le même argumentaire que ses prédécesseurs dans l'interdit. Ils avaient reproché à *La dernière tentation du Christ* de Scorsese d'avoir touché un financement de Jack Lang, le ministre de la Culture de l'époque. Cette fois, on entend ceci : avec l'argent de nos impôts, on nous impose les lubies de créateurs bobos parisiens. Aussi, explique le Frère Paul-Adrien, faut-il répondre politiquement par un groupe de pression déterminé. Espérons que l'idée d'une milice ne germera pas ensuite : en 1988, des ultras avaient mis le feu à un cinéma qui projetait le film de Scorsese. Bilan : 14 blessés.

On aimerait rappeler ici le souvenir d'un autre dominicain, le Père Couturier, mort précisément il y a soixante-dix ans. Ami des artistes, il les a appelés à de grandes œuvres communes - ainsi l'église du Plateau d'Assy à laquelle participèrent Léger, Lurçat, Matisse... Germaine Richier y livra une crucifixion qui ressemblait, à en croire le très catholique Gabriel Marcel, à « un rameau rachitique sur lequel était posée une moisissure ». Elle était au centre de la grande exposition Richier de cette année. C'est la faute de l'Eglise si beaucoup d'artistes chrétiens perdent leur talent. Ce n'est pas nécessairement celle de l'Etat s'il doit faire appel à des non-chrétiens qui en ont. Et c'est vrai pour les vitraux des cathédrales, cet art d'état catholique, comme pour la mise en scène de la parade du 26 juillet.



SIPA PRESS

La Cène, de Léonard de Vinci, illustrant le dernier repas de Jésus-Christ, fait l'objet de nombreux détournements dans la culture populaire.

Prochain épisode
L'originalité de l'empire Bolloré

Mots de France. *Tripatouillages*

La consonance donne le sens, celui d'une manipulation plus ou moins douteuse. Les périodes électorales se prêtent à ces accusations. Dans un pays démocratique, la France par exemple, il ne s'agit - heureusement - pas de bourrage des urnes ou de morts qui votent. Non, le tripatouillage désigne les accords ou les compromis... des autres. Après le second tour des législatives, Laurent Jacobelli, porte-parole du RN, s'insurge contre l'efficacité du Front républicain : « Les tripatouillages ont fait que l'Assemblée nationale ne ressemble pas à la France ». Son parti s'est pourtant allié à Eric Ciotti, président des LR. L'opération est dénoncée comme un « tripatouillage » par Aurélien Pradier, alors député LR. Bruno Le Maire, lui non plus, n'aime pas ces arrangements. Le 11 juin, il pourfend les « marchandages et tripatouillages » aux extrêmes. C'était avant le Front républicain.

Corinne Lhaïk
@clhaik

#Balance ton sport

Quand la politique mouille le maillot en Une de l'Opinion. Rétrospective.

Avril 2022.
Emmanuel Macron remporte la présidentielle, mais l'extrême droite franchit la barre des 40%.



KAK

Histoire des punchlines libérales

John Stuart Mill et la liberté d'opinion



Et si on rouvrait nos classiques ? L'Opinion vous propose cet été vingt-trois citations clefs de la littérature libérale, pour briller en société et mieux comprendre le libéralisme. *Episode 17*

Il y a certains livres dont on aimerait qu'ils soient démodés. *De la liberté* de John Stuart Mill, par exemple. Paru en 1859, ce chef-d'œuvre du grand utilitariste anglais reste l'un des meilleurs plaidoyers pour la liberté d'opinion et d'expression, avec la *Lettre sur la tolérance* de Locke. Hélas, quand on voit la manie de nos contemporains de vouloir bannir, voire punir les opinions qui ne leur plaisent pas, on se dit qu'il n'a pas perdu son actualité.

Les fanatiques de l'interdiction se tirent une balle dans le pied, remarque Mill. Non seulement parce que le public risque d'en déduire qu'on cherche à lui cacher quelque chose - « il est naturel de penser que l'autorité ne proscrit que ce qu'elle désespère de réfuter », disait Daunou -, mais car la seule manière pour les idées justes de triompher dans les esprits, c'est d'emporter sans cesse leurs duels contre les idées fausses, lesquelles doivent donc pouvoir s'exprimer !

« Il y a la plus grande différence entre présumer qu'une opinion est vraie, parce qu'avec toutes les chances pour être réfutée elle ne l'a pas été, et affirmer sa vérité afin de ne pas en permettre la réfutation. **La liberté complète de contredire et de désapprouver notre opinion, est la condition même qui nous permet d'affirmer sa vérité.** »

« Tyrannie sociale ». Une opinion qui n'est pas combattue, ajoute Mill, dégénère en formule toute faite, répétée mécaniquement, sans conviction : n'est-ce pas le pire service à lui rendre ? Sans compter que celui qui veut faire taire l'adversaire a du culot : « Toutes les fois qu'on étouffe une discussion, on affirme par là même sa propre infaillibilité » !

Le grand danger d'interdire ou d'écarter les opinions, conclut-il, c'est de déshabituer l'opinion à exercer son intelligence, et d'abrutir les citoyens sous prétexte de les protéger contre l'erreur. « Dès que la crainte de la loi ou la crainte de l'opinion empêche l'âme humaine d'exercer librement ses facultés sur les sujets les plus importants, elle tombe dans une torpeur et une imbécillité qui, portées à un certain degré, la rendent incapable de tout progrès. »

Ce n'est pas seulement l'Etat que Mill met en garde, mais tous les acteurs du débat, intellectuels, journalistes, citoyens : la stérilisation de l'esprit peut résulter de la loi, mais aussi de l'intolérance et du refus de discuter, qui crée « une tyrannie sociale plus formidable que l'oppression légale ».

Une injonction à la tolérance qui vaut dans 100% cas, précise-t-il, y compris celui des opinions qui nous répugnent. « Il est étrange que les hommes reconnaissent la valeur des arguments en faveur de la libre discussion, mais qu'ils répugnent à pousser ces arguments jusqu'au bout, ne voyant pas que si des raisons ne sont pas bonnes pour un cas extrême, elles ne valent rien du tout. »

l'Opinion **BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU** - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION :** 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION :** Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier